

POINT DE VUE

Sur les bords du port avec la rive
de la gauche, et la rive droite de
la gauche de la rive; depuis
le 20 Mars jusqu'au 20 Septembre

LETTRE A M. * * *
PAR M. DE LA ROCHE



A AMSTERDAM

M. D. C. C. L. X. X.

POINT DE VUE

*Sur les suites que doit avoir la rupture ;
par les Anglois , de la négociation de
la France & de l'Angleterre ; depuis
le 26 Mars jusqu'au 20 Septembre
1761.*

O U

LETTRE A M. * * *

BANQUIER A BOURDEAUX.

par Butel-Dumont.



A A M S T E R D A M .

.M. D C C. L X I.

MANIOC.org

Médiathèque Michel-Crépeau

Communauté d'agglomération de La Rochelle

POINT DE VUE

Sur les bords du port avec la rive
de la Rochelle, et la position de
la ville de St. Augustin; depuis
le 20 Mars jusqu'au 20 Septembre

L'ESTRÉE M. * * *
BINGIER A BOURDEAUX



A AMSTERDAM

M. D. C. C. L. X. V.



LETTRE

A M. * * *

BANQUIER A BOURDEAUX.

Vous ne vous lassez pas, Monsieur, d'admirer la grandeur des sacrifices auxquels l'amour paternel du Roi envers ses sujets l'avoit déterminé pour leur procurer la paix ; & vous ne revenez pas de la surprise où vous êtes que nos ennemis n'en ayent pas senti les avantages. Mais, par une suite de la bonne opinion que leurs succès vous ont donnée de leur habileté, vous craignez de vous être trompé dans le jugement que vous avez porté. Pour fixer vos doutes, vous avez la modestie de vous adresser à moi.

Sans croire mériter l'honneur que vous voulez bien me faire, j'y répondrai autant que mes études sur ce qui concerne en général le commerce, & en particulier l'Amérique & ses intérêts, peuvent m'en rendre capable. Je vous dirois tout simplement, Monsieur., s'il me convenoit de produire mon sen-

A ij

MANIOC.org

Médiathèque Michel-Crépeau

Communauté d'agglomération de La Rochelle

timent fans le développer, que vous ne vous trompez pas dans la maniere dont vous pensez sur les conditions proposées à Londres par M. de Buffly, & que le refus des Anglois ne peut avoir pour cause que l'éblouissement d'une nation favorisée de la fortune au-delà de son attente. Mais, dans une matiere où vous vous annoncez vous-même pour être embarrassé, je ne dois ni ne veux trancher décisivement. La voie que je suivrai donc, pour entrer dans vos intentions, sera de vous exposer comment je conçois que l'*Ultimatum* de la France offroit à la Grande-Bretagne des articles plus convenables à ses intérêts & à sa gloire qu'elle n'avoit jamais dû se le promettre. J'ajouterai mes vues sur les suites que pourroit avoir la faute qu'a fait la Cour de Londres de ne pas les accepter.

Les Propositions faites par le Roi cedent à l'Angleterre le Sénégal recommandable par le commerce des gommés si nécessaires à diverses manufactures, & par la qualité des Negres que l'on enleve dans ce pays, précieux d'ailleurs pour les Anglois à cause de la brieveté du voyage de cette côte à la Virginie, au Maryland, à la Caroline. On sçait que les mortalités qui surviennent parmi les Negres dans les longues traversées, sont la principale cause du haut prix où ils se vendent.

Les mêmes propositions permettoient à la nation Angloise d'espérer qu'il se feroit dans l'Inde un arrangement qui lui seroit toujours très-favorable, n'eût-il dû servir qu'à consolider le traité fait entre Mr. Codheu & M. Saunders. Quand on se rappelle que le commerce de ces contrées & la pêche du hareng

ont été les principales sources d'où la Hollande naissante a tiré la force de résister à la puissance de Philippe II. on ne peut s'empêcher d'être infiniment sensible aux motifs magnanimes qui portent un grand Roi à procurer à un pareil prix le bien de la paix à ses peuples.

Quelque considérables que soient les cessions auxquelles la France s'étoit résignée en Afrique & en Asie, celles qu'elle a bien voulu consentir dans l'Amérique Septentrionale paroissent d'une plus grande importance encore.

Le Canada entre les mains des Anglois leur assure la jouissance exclusive du commerce du castor, & par-là le travail de la plus belle chapellerie. Il multiplie par la situation de ses côtes leur pêche de morue, ressource principale de leur marine. Il offre sous l'abri du gouvernement doux établi dans les colonies Angloises, un vaste asyle à tous les malheureux qui couvrent la terre & qui gémissent dans les langueurs de l'indigence.

Quel tableau que celui des progrès que la population & la culture doivent avoir dans l'Amérique Angloise dès qu'on y comprend le Canada? Quel entrecours d'échange & de commerce il y aura entre des provinces aussi fertiles dans des genres aussi différens que le sont les pays qui s'étendent de la côte de Labrador à la Floride Espagnole; lorsque, libre dans ces parties de tout ennemi en état de se faire craindre, le gouvernement Anglois, qui entend si bien l'administration intérieure, n'aura plus à s'occuper qu'à mettre de si belles contrées en valeur?

On ne peut pas dire que l'Angleterre n'ait point senti les avantages qui devoient résulter pour elle de la possession de ces pays, puisqu'elle a fait tant d'efforts pour s'en emparer. Mais elle n'a pas senti le prix des cessions qui lui assuroient la jouissance durable de ses conquêtes. Infatuée du succès de ses armes, elle oublie que la guerre a ses vicissitudes, & que, comme elle a perdu Minorque, elle pourroit encore essuyer d'autres échecs.

Je conçois que la supériorité de ses flottes, & que sa prospérité inattendue enflent le peuple de Londres des espérances les plus outrées. Mais je m'étonne avec vous, Monsieur, que le Conseil de Whitehal se laisse aveugler par l'éclat de quelques événemens heureux au point de s'écarter assez de toute prudence pour dévoiler précipitamment le dessein qu'il couve depuis long-temps d'envahir l'empire de la mer & de l'Amérique, & pour anticiper sur les temps propres à l'exécution de ce vaste projet.

La seule maniere dont on puisse expliquer cette espece d'égarement est de l'attribuer à l'impulsion de quelque personnage recommandable, plus véhément que lumineux, capable par son éloquence & son crédit d'entraîner les avis avant que la réflexion les ait pesés. Un pas fait, la honte de reculer retient, malgré le repentir de s'être laissé engager dans un mauvais parti.

Daignez présentement, Monsieur, considérer avec moi les suites que j'attache à cette erreur.

L'Angleterre a rejeté les propositions du Roi, qui lui accordoient beaucoup au-delà de ce qu'elle avoit osé se flatter d'obtenir en commençant la guerre, & beaucoup au-delà de ce qu'elle devoit prétendre au milieu de ses succès, si elle respectoit les allarmes que l'excès de ses vues doit donner aux autres Puissances pour leur sûreté. L'étendue où elle porte ses desirs, se manifeste par ce refus. On voit qu'elle croit le moment venu de mettre l'Europe aux fers, & qu'il n'est question dans ses conseils que de sçavoir si elle attaquera à la fois toutes les puissances qui lui font ombrage, ou si, marchant à pas plus mesurés, ce qui convient moins à son impatience, elle les détruira successivement.

Quand je parle ici du danger que court la liberté de l'Europe, je ne crois point me grossir les objets. Que l'on suppose la France absolument atterrée & réduite au point d'impuissance où les Anglois la souhaitent, c'est-à-dire, sans colonies & sans navigation; quelle est la puissance qui pourra, après l'extinction de notre marine, résister à celle de l'Angleterre? Cette Couronne jouira donc du despotisme de la mer; & maîtresse de cet élément. Le Nouveau-Monde échappera-t-il long-temps à son joug? Toute puissante par la réunion de ces deux empires, l'Angleterre réduira les autres Etats à la pauvreté, en monopolisant tous les commerces. Ce seront ses peuples qui jouiront de l'aisance dont les nations épuisées par elle devoient jouir. Elle englobera toutes leurs richesses, & les soudoyera avec leurs propres fonds pour les faire agir selon ses intérêts. C'est à peu près ainsi qu'elle traite l'Allemagne depuis plus de quatre-vingt ans. Cet exemple existant est une

preuve de ce qu'elle pourra faire quand elle aura accru ses flottes & ses trésors.

La liberté de l'Europe est donc menacée, & le péril est éminent. Les politiques les moins éclairés voyent aujourd'hui que l'ancien système de l'équilibre de l'Europe ne peut plus se combiner qu'avec celui de l'équilibre du nouveau monde. Les Princes qui entendent bien leurs intérêts, béniront le Ciel de la présomption aveugle qui a empêché la Cour de Londres de profiter de l'empressement que le Roi a marqué pour la paix, dans la vue d'arrêter une guerre dont le fléau est des plus cruels, & qui sévit sur tant de nations.

La France est loin encore de l'extrémité où la suppose le ton grossier autant qu'impératif des réponses de l'Angleterre. Celui qui les a dictées, plus enthousiasmé en faveur de sa patrie, qu'instruit des ressources des états voisins, & de la manière dont on traite entre têtes couronnées, n'a suivi que ses desirs, sans consulter les vraies forces de sa nation. Il a jugé, par nos malheurs passés, de la prospérité que l'avenir lui promettoit, sans considérer que les succès, dont il s'enorgueillissoit, ont moins pour cause la faiblesse de l'état, que la faiblesse des administrations précédentes.

D'ailleurs, pense-t-on que la Cour de Madrid restera désormais tranquille spectatrice des entreprises de la Grande-Bretagne? Les liens du sang, qui attachent cette Cour à celle de Versailles, lui en font un devoir de politique autant que d'honneur; & si la cause de la France en cette occasion est commune aux grands Etats de l'Europe, à plus forte raison doit-elle inté-

resser une Couronne, dont les Colonies sont le plus beau fleuron.

Que l'on ne dise pas que la chute de l'Amérique Françoise est indifférente à l'Amérique Espagnole; & que les Anglois, contens d'avoir détruit ce qu'ils appellent leur ennemie naturelle, laisseront le reste des Européens jouir paisiblement de leurs possessions sur le nouveau continent: il est prouvé que l'Angleterre aspire au despotisme du Nouveau-Monde.

Le passé nous enseigne ce que l'on doit attendre de l'avenir. Les Anglois, peu contens de faire ouvertement & à main armée la contrebande dans les Colonies Espagnoles, ont de tout temps convoité ces possessions. Les expéditions meurtrières & dévastatrices, ou pour mieux dire, les pirateries odieuses de Hawkins, de Drake, de Cavendish, de Raleigh dans les Indes occidentales du temps d'Elisabeth, sont consignées dans l'histoire.

Sous le regne de Jacques I. en 1624, dans un comité de la chambre basse, sir Dudley Digs proposa de former une *association* pour chasser les Espagnols des mines qu'ils possédoient dans les Indes occidentales. La proposition fut reçue avec plaisir; & sir Benjamin Rudierd, après avoir déclaré qu'il ne balancerait pas à employer une partie de sa fortune dans cette entreprise, ajouta que, si quelqu'un s'opposoit aux vues que sir Dudley avoit communiquées, il auroit de la peine à lui croire les sentimens d'un véritable Anglois.

Charles II. essaya d'ouvrir les mers du Sud à ses sujets : il envoya le Capitaine John Marborough , qui fut depuis fait Chevalier , avec une escadre pour y commencer quelque commerce , malgré les prohibitions connues de l'Espagne. On présenta le même projet à Guillaume III. qui l'approuva ; ce prince voulut en réaliser l'idée ; mais le plan , suivant lequel on y procéda , ayant été mal conçu , l'entreprise ne fut pas continuée.

En 1702 , peu de temps après l'avènement de la Reine Anne au Trône de la Grande-Bretagne , on remit la même proposition sur le tapis , & l'on prit l'affaire tellement à cœur , que la Chambre des Pairs l'ayant agréée , ne jugea pas à propos d'en reculer plus loin l'exécution. Elle passa un Bill dans cette vue ; la Chambre des Communes , après l'avoir lu deux fois , devoit le discuter de nouveau dans un grand comité : sur ces entrefaites le Parlement vint à être prorogé ; cette occurrence l'empêcha de prendre un parti sur cet objet.

La cour de Londres cependant ne le perdit pas de vue , elle se détermina à tenter une expédition aux Indes occidentales & à y envoyer des troupes sous le commandement du comte de Pétersborough , général aussi heureux qu'entreprenant , à qui , à cette occasion , la Reine conféra le gouvernement de la Jamaïque , & le titre de Capitaine général & amiral d'Angleterre dans les Indes occidentales. Les mécontentemens du comte qui se démit du commandement firent que la cour changea de résolution.

On peut se rappeler qu'un des principaux articles

du traité de la grande alliance, abandonnoit aux Anglois la propriété de toutes les places dont ils pourroient s'emparer sur les Espagnols en Amérique : c'étoit l'attrait qui les y avoit fait entrer ; ils n'ont point changé de desir ni de dessein. Les cartes de l'Amérique publiées en Angleterre depuis trente ans & construites avec l'aveu du bureau du commerce, sur-tout celles de People & de Mitchell dévoilent les vues de cette nation : on y voit que, dans les limites que leurs auteurs donnent aux colonies Angloises, ils embrassent sans pudeur les possessions Espagnoles, occupées long-temps avant l'existence de ces mêmes colonies Angloises. Presque tous les écrits imprimés à Londres, la plupart des discours prononcés dans le Parlement, une multitude de mémoires présentés aux lords-commissaires des plantations, montrent que les Anglois continuent d'envier aux Espagnols, comme ils n'ont jamais cessé de le faire, les riches contrées où ils sont établis dans le Nouveaux Monde. Ceux qui connoissent l'influence que le cri public a en Angleterre sur les résolutions du gouvernement, sont à portée de prévoir ce qui résultera de ces dispositions, lorsque la toute-puissance de la nation les secondera.

Quand les faits qu'on vient de produire ne montreroient pas avec la plus grande évidence les projets constans de l'Angleterre sur les Indes Espagnoles, son secret n'en est pas moins dévoilé par l'aveu public que M. Pitt a fait des raisons qui ont occasionné sa démission.

Ce Ministre, plus hardi que prudent, vouloit attaquer dès-à-présent l'Espagne : dans quelles vues ? si ce n'est dans celles de s'emparer des possessions de

cette couronne sur le Nouveau-Continent. Quel domaine en Europe, appartenant à l'Espagne, peut convenir à l'Angleterre? Il n'en est point qui vaille pour elle les frais d'une guerre.

Le conseil de Londres n'a pas jugé, comme lui, que la Grande-Bretagne pût se démasquer si pleinement, & que ses forces la missent en état de heurter de front tant d'ennemis à la fois. Il ne veut rien donner au hasard; &, pour mieux assurer les envahissemens qu'il médite, il préfère d'en retarder l'exécution, en n'attaquant une puissance qu'après en avoir écrasé une autre.

Ce système est, en effet, plus solide. Que les Anglois soient les maîtres des possessions Françaises, & qu'on les suppose établis dans la Louisiane, ils marcheront sans difficulté contre les colonies Espagnoles, qui en sont voisines, & qui sont depuis si long-temps l'objet de leur convoitise. Les Deux-Mexiques tomberont sans résistance sous l'effort de cette nation avide. L'isthme de Panama la rendra maîtresse de la mer du Sud. Eh! que deviendront alors les autres possessions de l'Espagne dans ce continent? L'Angleterre, tenant l'isthme de Panama, réunira sans obstacle ses forces d'Europe & d'Amérique contre l'Amérique méridionale. Le Pérou, le Chili, pays immense sans doute, mais que l'Amiral Anson, avec une très-foible escadre, & que des pirates, avec de simples barques, ont ravagés la plupart impunément, soutiendront-ils les attaques suivies d'une armée sans cesse recrutée & sans cesse ravitaillée, tandis que les mers, fermées par la marine Angloise, empêcheront tous secours de leur

parvenir d'Europe? Maracaïbo, Rio de la Hacha, Carthagène, & les autres endroits célèbres de la côte septentrionale de cette partie du Nouveau-Monde, subiront le même joug. Ces lieux se souviennent encore des exploits de Mansfeld, de Morgan, & de tant d'autres fameux Flibustiers, qui, depuis l'envahissement de la Jamaïque par Cromwel, avoient fait leur retraite & établi leur place d'armes dans cette île.

On peut juger, par de tels essais, du peu d'obstacles que l'Angleterre trouveroit à faire sa proie de l'Amérique Espagnole, quand l'anéantissement parfait de la marine de France, suite inévitable de la perte de ses Colonies, sera opéré, & que l'Espagne n'aura que ses propres forces pour se défendre. Quelle terreur l'Amiral Vernon, avec une escadre de six Vaisseaux, n'a-t-il pas jetté en 1739 sur les côtes de Terre-ferme & du golfe du Mexique? Et si la guerre allumée alors entre l'Espagne & l'Angleterre n'avoit pas été commencée contre le gré de George II, à quel point les Anglois n'auroient-ils pas poussé leurs succès, en supposant que la France fût demeurée spectatrice de leurs progrès? La réduction de l'Amérique Espagnole après la chute totale des Colonies Françaises, s'effectueroit peut-être en moins de trois ans.

Les Portugais doivent s'attendre que le Brésil ne sera ménagé qu'autant que, tout l'or & les diamans de Farnabouc & de Riojeneire passeront dans la Grande-Bretagne; & même, dès que les Anglois pourront tout oser impunément, peu satisfaits de jouir des fruits de cet établissement, emportés par

la manie de la propriété , dont les hommes sont si possédés , ils s'en empareront. Leurs principes ne diffèrent point de ceux d'Alger.

Peut-être trouverez-vous excessives , M. les appréhensions que je veux donner ici de l'avidité des Anglois : mais je vous prie de vous demander à vous-même , 1°. Si la facilité d'exécuter les projets que je leur attribue n'est pas très-apparente , en supposant la France dépouillée de ses possessions en Amérique , & sans marine. 2°. L'exécution de ces projets paroissant facile & étant désirée , quelle raison pourroit les empêcher d'y travailler ?

Vous avez à répondre , comme quelques-uns le disent , que l'intérêt même de l'Angleterre milite contre l'insatiabilité que je leur suppose.

Je répliquerai à mon tour que peu importe que ce soit ou non l'intérêt de l'Angleterre de porter si loin ses envahissemens , dès que son avidité est prouvée : or les faits la démontrent. Seroit-ce la première puissance qui , séduite par l'éclat d'une vaine gloire , ou par une folle cupidité , se seroit méprise sur ce qui lui convient ? Quel sujet de consolation les Espagnols , à qui leurs Colonies sont si nécessaires , trouveroient-ils dans l'idée que la conquête de ces Colonies par l'Angleterre causera dans la suite des temps la perte de cette Couronne ? En seroient-ils moins privés de leur revenu principal ?

Je vais plus loin. Je demande comment il n'est pas de l'intérêt de la Grande-Bretagne d'usurper ,

quand elle pourra ; les Colonies Espagnoles , qui seules soutiennent depuis long-temps la monarchie d'Espagne par leur produit , & qui irritent tellement la cupidité des Anglois , que , malgré les traités les plus formels & l'union des deux cours de Londres & de Madrid en Europe , ils ne cessent d'y exercer la contrebande à main armée. Se fonde-t-on sur la difficulté qu'elle auroit de garantir ces grands pays des invasions Européennes ? Il est aisé de détruire cette objection. 1°. Le pis-aller pour l'Angleterre seroit , dans ce cas , de perdre ses conquêtes après en avoir joui. 2°. Depuis plus de deux siècles & demi , l'Espagne avec une marine balancée par celle de la Hollande , de l'Angleterre & de la France , a conservé ses établissemens sur la mer du Sud , qui sont ceux du plus grand produit. Elle n'a même perdu , pour ainsi dire , aucun des établissemens un peu considérables qu'elle a formés en Amérique sur les côtes de la mer du Nord , depuis la découverte de Colomb. Elle a joui de la possession exclusive du Nouveau-Monde pendant plus de cent ans. Ces établissemens ne courent de danger aujourd'hui que par l'accroissement formidable qu'ont pris & que peuvent prendre les forces de l'Angleterre. Comment donc l'Angleterre , maîtresse des mers par l'anéantissement de la marine Françoisé , & par l'usurpation de nos colonies , auroit-elle plus de difficulté pour se maintenir ? Il est vrai qu'elle aura de plus à défendre l'Amérique septentrionale ; mais la population & la force actuelle des établissemens Anglois dans cette partie , est encore un meilleur rempart pour eux , que toute la marine de la Grande-Bretagne.

Pour soutenir l'hypothèse que l'intérêt de l'Angleterre s'oppose à un agrandissement pareil à celui que je veux faire craindre, il faut donc se rejeter sur le discours rebattu, que la population de tant d'établissmens épuisera l'Angleterre d'homme & de fonds ; & que ces établissemens, parvenus à un grand degré de force, secoueront le joug de leur métropole.

A l'égard de la première objection, il suffit, pour la détruire, de remarquer la population & l'aisance des Colonies Angloises établies sur le continent de l'Amérique septentrionale, & de jeter en même-temps un coup d'œil sur la population & l'opulence actuelle des Isles Britanniques, en comparant leur état présent avec leur état sous le regne d'Elizabeth, antérieur à la fondation de ces Colonies. Toute la marine Royale de l'Angleterre, à l'approche de la flotte nommée l'*Invincible*, envoyée par Philippe II. en 1588 contre l'Angleterre, n'étoit forte que de 34 Vaisseaux, parmi lesquels il n'y en avoit pas un qui fût du rang de ce que nous appellons *Vaisseaux de Ligne*. Il y avoit dans ce nombre de 34 Bâtimens, 18 Vaisseaux seulement au-dessus de 20 canons. La population des domaines de l'Angleterre passoit à peine alors quatre millions d'ames. On fait aujourd'hui monter le nombre des sujets de la couronne Britannique à dix millions, dont plus de neuf millions résident en Europe ; & la marine militaire de cette puissance est forte de 120 Vaisseaux de ligne, sans compter ceux qui sont d'un rang inférieur.

Quant à ce qui est de la défection des Colonies Angloises,

Angloises, comme les empires les plus fameux & de la plus longue durée ont pris fin, on doit tenir sans doute pour infaillible la dissolution de la domination Angloise, & par conséquent on peut prévoir la séparation des parties qui la composent; mais, à considérer cet événement dans la chaîne des temps qui peuvent intéresser nous & une longue suite de notre postérité, on ne doit pas en admettre la possibilité.

Il n'y a que l'inattention ou l'ignorance des faits qui puisse produire de pareilles spéculations: on s'en convaincra par les observations suivantes.

1^o. Les Colonies Angloises dans l'Amérique Septentrionale, quoique très-avancées du côté de la population & des arts, sont à trois cent ans du degré de force qu'il faudroit pour opérer cette révolution, quand elles ne formeroient qu'un corps. A plus forte raison cette révolution est-elle plus reculée pour des Colonies encore à fonder, telles que sont celles que l'on suppose qui s'élèveroient dans les contrées enlevées aux Espagnols.

2^o. Les Colonies actuellement établies forment autant de petites républiques séparées d'intérêts & de caractères. Celles qui s'établiront seront de même. Un concert parfait, tel qu'il faudroit pour opérer une défection général, s'établit rarement parmi tant d'états.

3^o. Ce qui pourroit arriver de plus naturel, seroit la réunion de ces Colonies en une sorte de république, sur le modèle des Treize Cantons. Leur constitution actuelle peut les conduire là avec des siècles. Dans ce cas même, pourquoi se sépareroient-elles de l'Angleterre, & se borneroient-elles à leurs propres ressources, au lieu de se fortifier de la

puissance de la Grande-Bretagne? Ne pourroit-on pas penser plutôt qu'elles s'uniroient à la Couronne Britannique, & que tout le changement seroit, qu'au lieu de continuer d'être nommées *Colonies*, elles seroient *co-états* avec les Isles Britanniques, & formeroient avec elles une souveraineté qui prendroit une nouvelle dénomination? L'empire d'Allemagne & le corps Helvétique sont ainsi des souverainetés composées de plusieurs autres souverainetés. Les Colonies Angloises ne sont nullement vexées, ni ne peuvent l'être par la Veille-Angleterre.

C'est donc à tort & par pure illusion que l'on veut se persuader que l'intérêt de l'Angleterre l'empêchera de s'étendre dans l'Amérique dès qu'elle en aura le pouvoir. Des Anglois ont allégué à Londres, & sans contredit, avec plus de fondement, contre la possession du Canada par l'Angleterre, les mêmes raisons que les personnes dont je combats ici le sentiment produisent pour motiver la thèse, que l'intérêt de l'Angleterre l'éloigne du dessein de conquérir les possessions Espagnoles en Amérique. Le gouvernement Britannique n'a point tenu compte, comme l'on voit, de leurs idées. Que les idées de ces politiques soient justes, ou qu'elles ne le soient pas, la conduite du gouvernement Britannique en cela décèle son esprit, & annonce de quelle maniere il agira si la fortune continue d'adopter ses entreprises.

Ainsi, Monsieur, il n'y a pas aux deux questions que je vous ai prié de vous faire, d'autres solutions que l'aveu de la justesse de la proposition.

Cela posé, l'Espagne ne doit donc pas tarder à sortir de son inaction. Le conseil de Madrid comprendra enfin que, s'il diffère à se déclarer, il ne pourra plus faire que de vains efforts. Son réveil se-

ra celui du lion, si, tandis qu'il nous reste encore de quoi tenter le hasard des combats, il joint ses forces & ses ressources aux nôtres. M. Pitt., qui ne suppose ni fossés ni barrières entre lui & le but où il tend, n'a pas soupçonné qu'il ait le moindre risque pour la Grande-Bretagne à insulter l'Espagne; & il n'a vu, dans la proposition qu'il a faite de déclarer la guerre à cette couronne, que des gallions à enlever, & de belles possessions à envahir. Mais les têtes froides ont senti qu'une chaleur téméraire l'emportoit, & qu'en voulant précipiter l'usurpation de toute l'Amérique: c'étoit compromettre ce que les armes de l'Angleterre avoient déjà eu de succès.

On peut regarder comme un effet de ce sentiment, & comme une preuve du trouble que la jonction de l'Espagne avec la France causeroit au conseil de Londres, le soin pressé que cette cour a eu de répandre dans les papiers publics, que la cour de Madrid persistoit dans ses dispositions pacifiques; & que les bruits semés au désavantage de l'harmonie existante entre cette cour & celle de Londres, étoient destitués de fondement.

En effet, dans l'état actuel, les forces de terre de la couronne Britannique en Europe ne sçauroient être égalées à celles de la France & de l'Espagne. C'est uniquement sur la mer & en Amérique, qu'à l'égard de ces deux puissances, les Anglois peuvent se flatter d'avoir quelque supériorité.

Il s'agit de considérer les fruits qu'ils peuvent se promettre de cette supériorité, dans l'hypothèse où l'Espagne seroit jointe avec la France. Pour mettre les choses dans la position la plus avantageuse à l'Angleterre, je feindrai une entière destruction de toute marine royale en Espagne & en France. C'est

sur ce pied que je vais raisonner. Il faut commencer par se tracer un tableau des deux puissances par rapport à la mer.

La France n'a plus de commerce maritime. L'Espagne n'en a point, à proprement parler. Tout son commerce avec l'Amérique se fait à la fois par les gallions. Les vaisseaux de registre sont en petit nombre. Je demande quel parti l'Angleterre tirera de ses nombreux vaisseaux sur des mers où il n'y aura à faire aucune prise digne d'attention. Car, en cas de danger, les gallions ni les vaisseaux de registre ne mettront point en mer.

Il ne reste donc que les possessions outre-mer des deux couronnes dont je suppose l'union, qui soient exposées à l'action des flottes Britanniques. J'établis que la réduction de l'Amérique Espagnole & Française sous la domination de la Grande-Bretagne ne peut être opérée naturellement en moins de six ans, accordant trois ans pour ce qui reste à conquérir des possessions de la France dans le Nouveau-Monde, & trois ans pour les possessions du Roi Catholique, de quelque bonheur que les expéditions soient accompagnées.

Or, du moment que l'harmonie entre les deux cours de Madrid & de Londres sera rompue, il sortira des ports de l'Espagne une foule d'armateurs qui, flattés de l'espoir d'un butin assuré, courront s'enrichir sur les mers, en désolant la navigation marchande des Anglois. L'Espagne est plus heureusement située que la France pour cette sorte de guerre. Ses côtes sont bordées de ports, & elle est plus loin de l'ennemi. Le malheur des corsaires François a pour cause, que les ports où ils peuvent rentrer étant en petit nombre, il est aisé de les cerner. De

plus, les côtes de France sont séparées de celles d'Angleterre par un canal si étroit, que le gouvernement de ce dernier royaume peut stationner toute sa marine à l'entrée de nos ports, comme à un lieu de rendez-vous, dans tous les momens où il n'a pas occasion de l'employer ailleurs; parce que les vaisseaux, étant là en croisière, sont autant à portée de recevoir ses ordres, que s'ils étoient dans ses propres ports.

L'Angleterre sera donc obligée d'éclaircir ses croiseurs, par la nécessité d'établir plus de stations. Elle ne peut boucler la France & l'Espagne en même-temps; ses forces navales ne sont pas suffisantes pour embrasser tant de lieux. Il faut, ou qu'elle abandonne entièrement son commerce aux courses multipliées des armateurs Espagnols, ou qu'elle laisse un libre essor aux armateurs François. Elle n'en arrêteroît aucuns en prétendant les arrêter tous. Quelque parti qu'elle prenne, elle ne peut faire face à l'effaim innombrable de corsaires que les deux couronnes alliées peuvent susciter contre ses marchands. Croyez-vous, monsieur, que, dans cette position, elle détache de ses forces pour attaquer l'Amérique? Son principal soin sera de détruire les corsaires qui la harcèleront. Mais ses vaisseaux en prendront peu, en comparaison du nombre de ceux qui écumeront les mers; & ces corsaires renaîtront comme une hydre, si l'on se détermine en France & en Espagne au parti salutaire de dédommager fidèlement les propriétaires. Un corsaire d'une valeur médiocre aura pris ou coulé à fond dix & vingt vaisseaux d'une valeur considérable avant que d'être pris lui-même; & peut-être, après des courses réitérées, échappera-t-il encore. Quel fléau pour le commerce de l'An-

gleterre, & quel déchet dans l'activité de ses ressorts ! Dès la première année, les nerfs de la puissance Britannique seroient coupés. Bientôt les sources de l'abondance, qui enorgueillit les sujets de cette couronne, étant interceptées, elle ne suffiroit plus au paiement des subsides qu'elle fournit à l'Allemagne, ni aux dépenses de son armée en Westphalie, ni même à l'entretien de ses flottes ; & l'on verroit cette nation réduite, par sa misère intérieure, à rechercher la paix aux dépens de toutes ses conquêtes.

Cet effet de l'union de l'Espagne avec la France s'accéléreroit d'autant plus, que jusqu'ici on n'a envisagé d'autre action que celle des simples armateurs, en supposant l'extinction de toute marine royale dans les deux états. Cependant, loin que cette supposition soit fondée, il est connu de l'Europe, que le Roi d'Espagne a déjà une marine respectable, qu'il augmente & fortifie chaque jour. Ce qui reste de la marine Française, quand elle agiroit seule, est capable d'inquiéter encore la marine Angloise, en se bornant au système d'une guerre défensive ; & par les états de distribution actuelle de la marine Angloise sur les différentes mers qu'elle infeste, & où dès-à-présent même elle ne peut garantir de l'ardeur des corsaires les vaisseaux marchands de sa nation dans les parages éloignés, il est clair qu'il ne reste pas au gouvernement de la Grande-Bretagne 40 vaisseaux de ligne dont il puisse disposer, sans dégarnir presque entièrement les côtes des îles Britanniques, & compromettre leur sûreté.

Il faut ajouter à ces considérations que, la bonne amitié cessant entre les cours de Madrid & de Londres, l'état de guerre où seroit alors presque toute

l'Europe, sur-tout si l'Espagne entraînoit les deux Siciles, augmentant nécessairement les embarras qui traversent dès à présent le commerce universel, & en particulier celui de la Grande-Bretagne; & occasionnant de plus en plus de la diminution dans les dépenses générales, porteroit un très-grand affoiblissement dans les ressources de l'Angleterre, qui gissent principalement dans son commerce: affoiblissement dont cette couronne se ressent déjà, par le seul effet de la guerre présente; & qui, par la simple continuation de la guerre sur le pied où elle est, peut parvenir à un point qui lui fasse, sans autre cause, regretter d'avoir rejeté des propositions avantageuses, dictées beaucoup plus par l'humanité que par le défaut de puissance.

Telles sont, M. mes réflexions sur l'éloignement que la cour de Londres a manifesté pour toute conciliation. Si mes vues sont justes, la faute, à mon sens très-capitale, qu'elle a commise en laissant échapper une occasion peu espérée de faire la paix la plus avantageuse qu'elle pouvoit raisonnablement souhaiter, doit lui susciter des ennemis plus forts qu'elle, & lui préparer le sort du chien de la fable, qui perdit le morceau qu'il tenoit pour en avoir voulu un plus gros.

Les scènes qui viennent de se passer à Londres, rappellent l'inflexibilité, ou pour mieux dire l'acharnement que les potentats unis par la grande alliance montrèrent dans les conférences secrètes tenues en Hollande en 1709 & 1710, avec les ministres de Louis XIV. L'orgueil & l'avidité des ennemis conjurés contre la France fut confondu. Le sort des armes, toujours incertain, laisse de même en cette occurrence espérer des événemens heureux. C'est le

conseil d'Achitopel, qui a refusé la paix. Il perdra ceux qui l'ont suivi.

Quand tous les autres gouvernemens s'endormiroient sur leurs dangers ; quand, séduits par les avantages du moment, ils fermeroient les yeux sur les catastrophes qui les menacent, il suffit que nous ne nous abandonnions pas nous-mêmes ; & que, soutenus par notre fermeté, nous cherchions dans l'application aux affaires, & dans une bonne administration, les ressources qui y sont réellement pour un grand état tel que la France.

On connoît la valeur Française. Que la nation montre aussi sa constance. Chacun de nous doit se persuader qu'il a dans chaque Anglois un ennemi juré qui en veut à sa personne & au dernier écu de sa bourse. Mesurons nos efforts sur les mouvemens de leur haine & de leur cupidité. Malgré l'orgueil que l'Angleterre affecte, il est encore des moyens de la ramener à la modération. Son crédit s'épuise chaque jour par les subsides énormes qu'elle paye à la Prusse, à la Hesse, au Brunswick, & par l'entretien de l'armée qui défend Hanovre. Ses dettes nationales augmentent au delà de tout pouvoir de les rembourser, & les écrasent par les intérêts. Nos affaires commencent à prendre une face plus heureuse. Notre gouvernement agit avec plus de nerf & d'intelligence ; & la fortune se laisse de protéger les mêmes drapeaux.

Je suis, &c.

F I N.

POINT DE VUE

Sur les bords du grand canal de la capitale
de la ville de Paris, et de la perspective de
la ville de Paris, depuis
le 20 Mars jusqu'au 20 Septembre

LETTRE A M. * * *
PAR M. J. BOURDEAUX



A AMSTERDAM

M. D. C. C. L. X. X.

